

L'Agence des médicaments ne vaut pas un combat acharné

La Belgique ne veut pas de tractations de «marchands de tapis» pour sceller le sort de l'Agence située au Royaume-Uni et qu'elle aimerait, comme beaucoup d'autres, accueillir.

FRÉDÉRIC ROHART

Trois jours après l'ouverture des négociations sur le Brexit, le président du Conseil de l'Union européenne, Donald Tusk, se prend à rêver que le Royaume-Uni revienne sur sa décision de quitter la famille. «*You may say I'm a dreamer, but I'm not the only one*», s'est-il fendu à l'entame du sommet qui s'ouvrait jeudi après-midi. On n'était pas là pour voir la grimace que Theresa May a dû faire en découvrant la déclaration. Citer John Lennon pour appeler les Britanniques à renier leur référendum, alors que la veille encore la Reine elle-même envoyait un message sensiblement similaire en apparaissant à Westminster dans la tenue la plus provocante qu'on lui ait jamais connue: drapée du bleu de la vierge, coiffée d'un inénarrable chapeau moucheté de boutons jaunes...

N'en déplaise à Donald Tusk et Elizabeth II, les chefs d'État et de gouvernement qui se réunissent à Bruxelles se sont attaqués au premier sujet sonnante et trébuchant que leur impose le Brexit: la relocalisation des deux agences européennes basées sur le sol britannique. Cette discussion à Vingt-Sept est si sensible qu'elle a été soigneusement cachée sous le tapis: aucune conférence de presse prévue pour en donner le fin mot.

«*J'espère qu'on n'aura pas une bataille de chiffonniers sur les agences*» - l'Agence européenne du médicament (AEM) et l'Autorité

bancaire européenne (ABE) -, avait lancé le Premier ministre belge avant d'entrer en réunion. La Belgique a-t-elle une chance d'accueillir l'Agence des médicaments et ses retombées économiques (322 millions d'euros de budget annuel, quelque 900 travailleurs et leurs familles, 36.000 experts en visite accueillis par an)? «*On jouera les cartes que nous avons. On a bien préparé ça et j'ai vu passer un classement qui nous place dans les cinq meilleurs candidats*», souligne un fonctionnaire belge. Le grand Bruxelles ne manque pas d'atouts. Mais les concurrents sont nombreux et ont eux aussi des atouts à faire valoir. Bonn, Sofia, Barcelone, Milan, Copenhague ou encore Dublin sont entrés en campagne. Les Pays-Bas, la Suède, l'Au-

triche, l'Espagne sont aussi dans la course - la liste n'est pas exhaustive.

Comme à l'Eurovision

Face à cette ruée, «*il y a un enjeu d'unité des Vingt-Sept*», souligne un diplomate. C'est en effet la première question sensible qu'ils ont à régler depuis que les Britanniques ont voté leur retrait de l'Union. Et c'est sur ce genre de questions très concrètes que les dirigeants européens sont capables d'afficher une image de désunion, de lenteur, d'incapacité à conclure. Lorsqu'il avait fallu se répartir des agences en 2000-2003, il avait fallu une demi-douzaine de sommets européens pour parvenir enfin à une solution. À l'époque, les chefs d'État et de gouvernement n'étaient encore que quinze, et un élé-

«J'espère qu'on n'aura pas une bataille de chiffonniers sur les agences.»

CHARLES MICHEL
PREMIER MINISTRE

ment de la solution avait été... de créer une agence supplémentaire. Cette fois, une vingtaine de candidats, dont la Belgique, se sont manifestés pour accueillir la seule Agence européenne des médicaments, la plus volumineuse des deux.

Pour déminer le dossier, l'idée d'un vote sur le modèle du concours Eurovision de la chanson (si, si) est sur la table. Le scrutin devrait se dérouler en trois tours, au cours desquels chaque État membre aurait le même poids. Chaque dirigeant aurait six points à répartir entre trois candidatures par ordre de préférence (3, 2, 1). Si aucune candidature n'obtient une majorité absolue de points, un deuxième tour est organisé entre les trois premières. Si nécessaire, un troisième tour départagerait les deux premières candidatures. Les candidatures devraient être déposées pour le 31 juillet. Suite à quoi la Commission européenne procéderait à une évaluation d'ici la rentrée.

Certains États membres - un diplomate cite l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède et le Danemark, mais pas la Belgique - plaident hier pour que l'évaluation aboutisse à un ranking ou une «shortlist» des meilleures candidatures, qui permettrait d'objectiver la décision finale. Imbuvable pour les pays les plus récemment arrivés dans l'Union. Qui entendent bien prendre une part du (petit) gâteau: «*Il y a un accord entre les huit nouveaux pays membres pour s'aligner derrière une de leurs candidatures*», indique un diplomate.

L'avenir de l'UE, priorité des 27

VINCENT GEORIS

Pour son premier sommet européen, le président de la république française Emmanuel Macron est apparu à l'unisson avec la chancelière allemande Angela Merkel sur la priorité du jour: concentrer les discussions sur l'avenir de l'Europe et non sur le Brexit. «*Façonner l'Europe à 27 est prioritaire par rapport à la gestion des négociations avec la Grande-Bretagne sur sa sortie*», a dit Angela Merkel. Emmanuel Macron, quant à lui, a insisté sur la mise en place d'«une Europe qui protège».

«*Le sommet n'est pas le lieu pour négocier le Brexit*», a ajouté le président du Conseil européen, Donald Tusk.

Avancée «historique» sur la défense

Les chefs d'État et de gouvernement européens se sont engagés hier à la construction d'une défense commune. Pour y parvenir, ils suivront la méthode de la coopération structurée permanente (PESCO), selon laquelle plusieurs États iront de l'avant, sous la direction de la France et de l'Allemagne. «*C'est une avancée historique*», a résumé Donald Tusk.

«*Il y a à peine douze mois, nous étions quelques-uns à vouloir faire des efforts en matière de défense. On nous répondait avec des sourires polis. Mais là, je suis heureux de constater un progrès significatif*», a dit le Premier ministre belge Charles Michel. Il a plaidé pour une coopération structurée permanente la plus large qui soit entre les États européens. Il a insisté sur «la nécessité d'intensifier la concertation et le dialogue» sur cette matière les mois à venir.

Les dirigeants européens ont avalisé la proposition de la Commission Juncker de créer un Fonds européen de défense, pour soutenir la recherche et le développement ainsi que l'acquisition de matériel en commun. Ce plan devrait permettre de dégager des investissements de 5,5 milliards d'euros à partir de 2020.

Les 27 se sont aussi mis d'accord pour accentuer la lutte contre le terrorisme. Ils ont décidé de mettre la pression sur les géants de l'internet, comme Facebook et Twitter, afin qu'ils suppriment plus vite les contenus violents et collaborent mieux avec les autorités.

Lors du dîner, la Belgique a appelé à plus de dialogue avec la Russie, un acteur incontournable en Syrie et en Libye. «*On a l'impression que lorsqu'on a un souci avec la Russie, c'est Merkel qui téléphone, prend l'avion et va voir Poutine. Ce n'est pas suffisant. Il serait intelligent de tenir un dialogue à haut niveau avec la Russie*», a insisté Charles Michel.

«Il y a à peine douze mois, nous étions quelques-uns à vouloir faire des efforts en matière de défense.»

CHARLES MICHEL
PREMIER MINISTRE
BELGE